

Remarques et observations du SIPPEREC à l'issue de l'atelier
« Accélération du raccordement – TURPE 2025 – 2029 » du 28 mai 2024

Après avoir suivi l'atelier organisé par la CRE le 28 mai dernier et étudié la présentation adressée à l'issue de l'atelier, le SIPPEREC formule les remarques et observations suivantes.

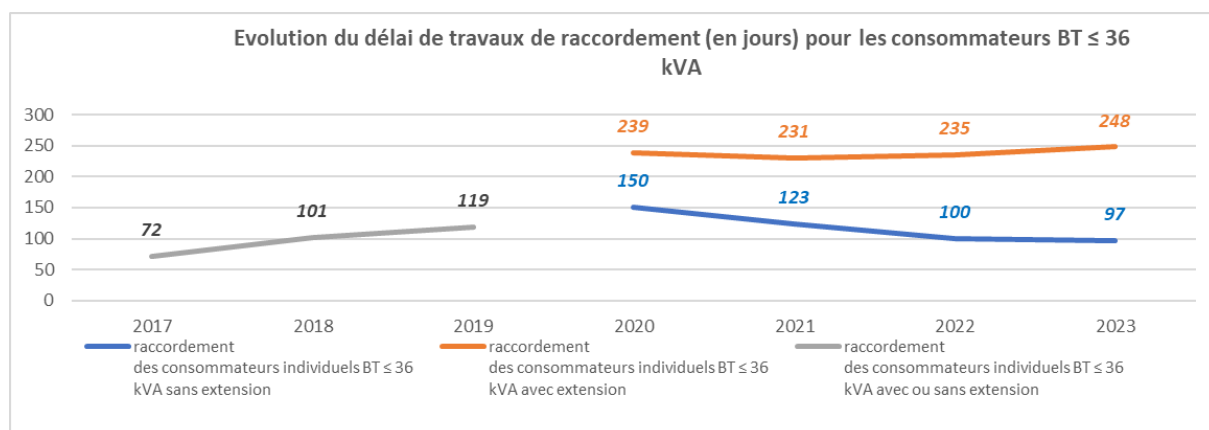
Bilan des raccordements au cours de la période tarifaire précédente

L'atelier a, dans un premier temps, proposé un bilan des raccordements pour la période tarifaire qui s'achève. Successivement Enedis, RTE et la CRE ont présenté leur appréciation des performances du service.

Le SIPPEREC ne partage pas l'avis d'Enedis concernant la qualité du service rendu aux usagers du réseau public de distribution d'électricité (RPD). L'opérateur décrit (cf. diapositive 16) un « bilan contrasté en fonction des catégories compte tenu d'un jeu de contraintes important conjugué à une forte croissance ».

Alors que l'opérateur s'était engagé, dans le cadre de son projet industriel et humain¹, à diviser par deux les délais de raccordement des usagers du RPD, le SIPPEREC constate, pour sa part, l'échec du gestionnaire de réseau à améliorer le service rendu aux usagers.

Concernant le territoire de la concession du SIPPEREC regroupant plus de 80 communes de la première couronne parisienne et quelques 5% des usagers du RPD, on n'observe aucune amélioration du délai de raccordement pour les usagers BT ≤ 36 kVA. Pourtant, Enedis présente dans son bilan que, pour cette catégorie d'usagers, la période récente « 2021 à 2023 » constituerait une « vraie rupture ».



Source : CRAC du SIPPEREC

¹ <https://www.enedis.fr/nous-connaître/notre-projet-dentreprise>

Le délai de raccordement des usagers BT≤ 36 kVA a été distingué entre ceux nécessitant une extension de réseau et ceux n'en nécessitant pas en 2020. Ce choix unilatéral du gestionnaire de réseau crée une rupture de chronique, empêchant de constater aisément l'évolution de ces délais.

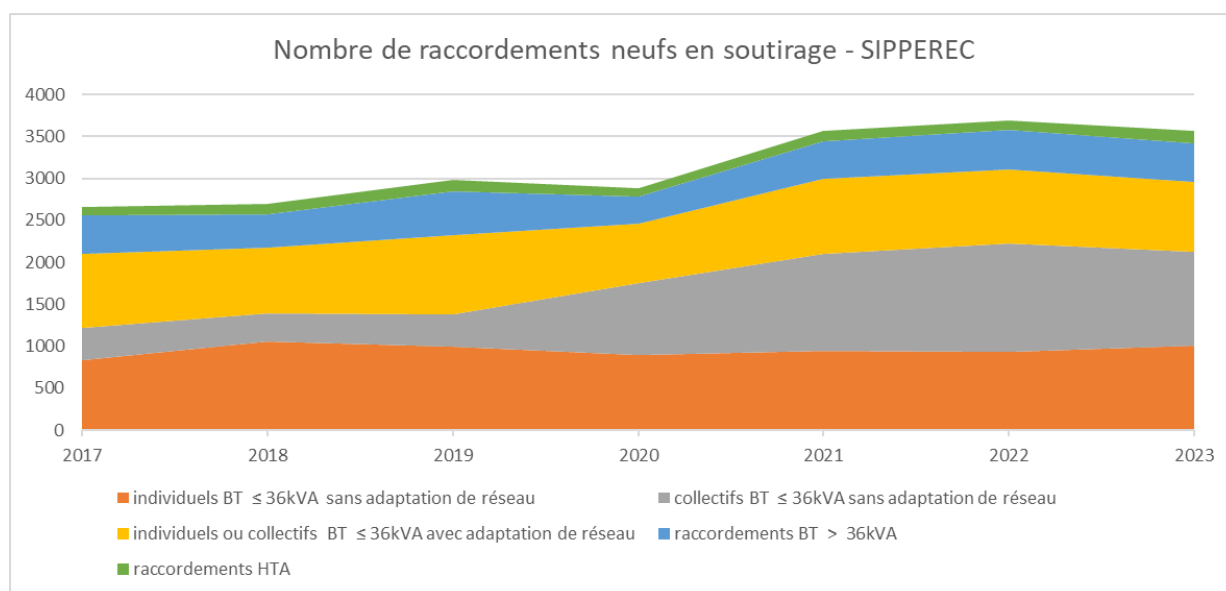
Pour autant, on constate que, pour les usagers BT≤ 36 kVA dont le raccordement nécessite une extension, le délai de raccordement s'est allongé depuis 2021.

Pour les raccordements sans extension de ces usagers BT≤ 36 kVA, le délai s'est certes réduit en 2022 à 100 jours et se stabilise à ce niveau en 2023. Il est évident que ce délai de 100 jours pour les raccordements des usagers BT≤ 36 kVA sans extension est nettement supérieur à celui constaté avant 2020. Il n'y a donc ni rupture ni une réelle amélioration de la qualité du service rendu.

Enfin, 100 jours correspondent à plus de 3 mois pour des travaux consistant à poser un coffret de livraison. Rien ne justifie de tels délais de réalisation. En tout cas, les délais administratifs pour accorder des autorisations de voirie ne peuvent en aucun cas expliquer ici de tels temps d'attente pour les usagers.

Pourtant, dans son exposé lors de l'atelier animé par la CRE le 28 mai dernier, le représentant d'Enedis a présenté nombre de circonstances permettant d'expliquer les difficultés d'Enedis, au nombre desquelles le délai d'obtention des autorisations de voirie. Le SIPPEREC regrette la part importante de justifications exogènes à l'organisation du gestionnaire de réseau et à la performance des processus mis en œuvre.

Concernant les délais pour obtenir des autorisations de voirie, le SIPPEREC constate d'une part, que ces délais sont connus et peuvent être anticipés et d'autre part, que si le nombre de raccordements a augmenté sur la période 2017 à 2023, ce sont essentiellement les raccordements sans travaux sur le réseau donc ne nécessitant pas d'autorisation de voirie qui ont poussé à cette croissance globale :



Source : CRAC du SIPPEREC

Le délai d'obtention d'autorisation de voirie ne saurait constituer une justification aux difficultés d'Enedis persistantes depuis 2009.

Le SIPPEREC considère que la qualité du service rendu aux usagers pourra durablement s'améliorer lorsque le gestionnaire de réseau reverra en profondeur son organisation, mise en place en 2009, lors de la modification des conditions de financement des raccordements. *En outre, les nouvelles règles applicables au financement des raccordements depuis 2023 constituent une occasion pour Enedis de revoir son organisation pour améliorer la qualité de service rendu.*

Bilan de la régulation incitative

En diapositive 37, la CRE présente un bilan du mécanisme régulateur « globalement positif » malgré « des résultats contrastés ».

Si le SIPPEREC ne doute pas de l'intérêt d'une régulation incitative, il ne peut que constater que celle-ci prévoit des sanctions trop insuffisantes pour être efficace comme le montre le bilan ci-dessous sur les exercices 2021 et 2022 de la période TURPE 6.

Bonus / malus de régulation incitative 2021-2022 (source CRE)

			Bonus / malus	
	Résultat 2022	Objectif	2022	Rappel 2021
Continuité d'alimentation			+ 18,3 M€	+ 65,4 M€
Critère B (BT)	59,5 mn	62,0 mn	+16,1 M€	+38,4 M€
Critère M (HTA)	40,1 mn	41,8 mn	+9,9 M€	+29,0 M€
Fréquence coupure			-7,6 M€	-1,9 M€
Qualité de service			- 11,5 M€	-15,9 M€
Nb rendez-vous planifiés non respectés	5 807	0	-0,2 M€	-0,1 M€
Taux de réponse aux réclamations sous 15 jours	96,8%	94%	+2,2 M€	-1,4 M€
Respect du délai d'envoi de la proposition de raccordement	?	?	-0,7 M€	-0,1 M€
Délai de raccordement individuel < 36 kVA soutirage sans extension	74 j	68 j	-4,1 M€	-5,0 M€
Délai de raccordement individuel < 36 kVA soutirage avec extension	165 j	141 j	-2,0 M€	-1,6 M€
Délai de raccordement individuel > 36 kVA soutirage	145 j	138 j	-1,1 M€	-0,3 M€
Délai de raccordement collectifs	226 j	199 j	-2,5 M€	-1,5 M€
Délai de raccordement soutirage HTA	230 j	175 j	-5,0 M€	-5,0 M€
Délai de raccordement producteurs	254 j	180 j	-2,5 M€	-2,5 M€
Indicateurs de qualité Linky (total net)			-1,1 M€	-1,8 M€
Autres indicateurs de qualité (net)			+5,5 M€	+3,4 M€
Performance d'investissement			+ 1,2 M€	-8,2 M€
Coûts unitaires d'investissement de réseaux			-16,8 M€	-26,2 M€
Coût du projet Linky			+18,0 M€	+18,0 M€
Délai de déploiement Linky			+0,0 M€	+0,0 M€
Mise à disposition données			+ 3,0 M€	-1,4 M€
Coût d'achat des pertes sur le réseau			+11,0 M€	-23,0 M€
TOTAL REGULATION INCITATIVE			+ 22,1 M€	+17,0 M€

Ainsi, si le service rendu par Enedis reste avec persistance en deçà des niveaux fixés par la régulation incitative concernant les raccordements au réseau, le gestionnaire de réseau parvient à dégager un bonus en contrebalançant sa contreperformance en matière de raccordement avec d'autres indicateurs incités.

Selon le SIPPEREC, si on considère que la contreperformance d'Enedis en matière de raccordement doit cesser, il convient alors de mettre en place une régulation incitative forte sur

les indicateurs liés aux raccordements empêchant toute compensation de la mauvaise qualité du service rendu lors de raccordement par l'atteinte d'autres objectifs de performance.

Seule une régulation forte incitera Enedis à faire évoluer son organisation et faire face aux difficultés de l'activité « raccordement » qui ne peuvent pas être regardées comme insurmontables pour un opérateur couvrant 95% du territoire national depuis près de 80 ans.

Les évolutions envisagées par la CRE

En diapositive 40, la CRE expose ses orientations pour la période TURPE 7, réparties en 4 axes.

Le 1^{er} axe vise les délais de remise des études préalables. La CRE envisage de renforcer le niveau de l'incitation : le SIPPEREC approuve cette orientation.

Le 2^{ème} axe vise les délais de réalisation des raccordements. Le SIPPEREC approuve la suppression de l'indicateur relatif au raccordement BT≤36kVA en injection, qui a atteint un niveau satisfaisant, ainsi que l'introduction d'un indicateur sur le raccordement des IRVE. Le SIPPEREC approuve, pour l'introduction de ce dernier indicateur, la mise en place d'une période d'observation préalable avant de fixer une incitation.

Le SIPPEREC n'approuve pas la fusion des indicateurs de délais de raccordements des usagers BT ≤36kVA avec extension et de délais de raccordements des usagers BT>36kVA avec ou sans extension. En effet, ces modifications créent des ruptures de chroniques gênant l'analyse dans leur évolution. En outre, Enedis pourrait ne se concentrer que sur une seule de ces deux catégories pour atteindre le niveau attendu, ce qui serait un effet pervers de la régulation incitative.

Pour conclure, **le SIPPEREC considère que le délai national de 66 jours pour raccorder des usagers BT≤36kVA sans extension (97 jours pour les usagers du SIPPEREC en 2023) n'est pas un bon résultat.** Plus de 3 mois en première couronne parisienne (ou plus de deux mois en moyenne nationale) pour la pose d'un coffret de livraison est une contreperformance du gestionnaire de réseau. L'amélioration affichée pour cet indicateur ne doit pas faire oublier que le niveau atteint n'est pas satisfaisant.

La mutualisation des raccordements

La mutualisation des travaux de raccordement est un axe d'amélioration indéniable évitant les effets d'opportunité et répondant à la nécessité de concevoir un réseau répondant aux besoins immédiats comme ceux à court terme.

Pour autant, le SIPPEREC souhaite que la question des modalités de financement d'opérations de raccordement mutualisées soit tout particulièrement étudiée.

L'indispensable transparence sur les montants des contributions appelées permettant de vérifier leur calcul n'est pas acquise. Qui paye pour quoi ? Quelle est la part de chacun dans la somme des besoins ? Quelle est la part de renforcement et de renouvellement qui doit rester à la charge de l'ensemble des usagers et être supportée par le TURPE ? Ces questions méritent d'être étudiées.